

BUDGET D'EQUIPEMENT

APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX

N°03/CS/2025

TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES ESPACES VERTS « JARDIN FIRDAOUS »

C.P.S

Imputation Budgétaire

<i>Chapitre</i>	<i>Article</i>	<i>Paragraphe</i>	<i>Ligne</i>	<i>Rubrique</i>

Marché Passé par appel d'offres ouvert **NATIONAL** sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ
ARTICLE 2 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ
ARTICLE 3 : MAITRISE D'OUVRAGE
ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES TRAVAUX
ARTICLE 5 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ
ARTICLE 6 : TEXTES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX
ARTICLE 7 : VALIDITE DES OFFRES ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION
ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR
ARTICLE 9 : NANTISSEMENT
ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE
ARTICLE 11 : DÉLAI D'EXÉCUTION
ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET RETENUES
ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX
ARTICLE 14 : AVANCES
ARTICLE 15 : REVISION DES PRIX
ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE
ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF
ARTICLE 18 : ASSURANCES
ARTICLE 19 : DROITS D'ENREGISTREMENT
ARTICLE 20 : MODALITÉS DE PAIEMENT
ARTICLE 21 : RETENUE DE GARANTIE
ARTICLE 22 : RÉSILIATION
ARTICLE 23 : RÉCEPTION PROVISOIRE
ARTICLE 24 : DÉLAI DE GARANTIE
ARTICLE 25 : RÉCEPTION DÉFINITIVE
ARTICLE 26 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES
ARTICLE 27 : CAS DE FORCE MAJEURE
ARTICLE 28 : LUTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION
ARTICLE 29 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ARTICLE 30 : GESTION DES DECHETS DU CHANTIER
ARTICLE 31 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE
ARTICLE 32 : PROVENANCE, QUALITE ET ORIGINES DES MATERIAUX
ARTICLE 33 : ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX
ARTICLE 34 : PENALITES PARTICULIERES
ARTICLE 35 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCALE
Article 36 : SIGNALISATION DE CHANTIER
Article 37 : DIRECTION DES TRAVAUX
Article 38 : CAHIER DE CHANTIER
Article 39 : LES PERSONNES INTERVENANT
Article 40 : LES PERSONNES CHARGE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ
Article 41 : PLAN DE RECOLEMENT
ARTICLE 42 : DEFINITION DES PRIX, CARACTERISTIQUES TECHNIQUES.
ARTICLE 43 : BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES ESPACES VERTS

« JARDIN FIRDAOUS »

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché Passé par appel d'offres ouvert **NATIONAL** sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

ENTRE

La Commune de Salé, représentée par son Président désigné ci-après par

Le maître d'ouvrage.

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

Mr

Agissant en qualité de.....

Agissant au nom et pour le compte de

Au capital de.....Taxe professionnelle n°

Inscrit au registre de commerce de Sous le n°

Affilié à la CNSS sous N°.....

IFN°.....ICE n°.....

Faisant élection de domicile au

N° téléphone.....Fax.....E-mail.....

Titulaire du compte bancaire RIB N°.....

Ouvert auprès de.....

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

MARCHE N° 03/CS/2025
TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES ESPACES VERTS
« JARDIN FIRDAOUS »

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché Passé par appel d'offres ouvert **NATIONAL** sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

ENTRE

La Commune de Salé, représentée par son Président désigné ci-après par
Le maître d'ouvrage.

D'UNE PART

ET

2. Cas de personne physique

M

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce desous le n°

Taxes Professionnelle n° Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°

Faisant élection de domicile au

.....

Compte bancaire RIB (24 positions).....

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

MARCHE N° 03/CS/2025
TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES ESPACES VERTS
« JARDIN FIRDAOUS »

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché Passé par appel d'offres ouvert **NATIONAL** sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

ENTRE

La Commune de Salé, représentée par son Président désigné ci-après par Le maître d'ouvrage.

D'UNE PART

ET

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement constitué aux termes de la convention soussigné :

- Membre 1 :

M qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n° Registre de commerce desous

le n°.....Affilié à la CNSS sous n° IFn°.....ICE n°.....

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire RIB (24 positions).....

ouvert auprès de.....

- Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

-

-

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

..... (Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire

Du groupement et coordonnateur de la réalisation des fournitures, ayant un compte bancaire

Commun RIB (24 positions)

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le Présent marché a pour objet : **Travaux d'aménagement et équipement des espaces verts « Jardin Firdaous »**

Le Présent marché est à lot unique.

Ces travaux seront exécutés pour le compte de la Commune de Salé représentée par son Président, agissant en qualité du Maître d'Ouvrage.

Les travaux concernent les **Travaux d'aménagement et équipement des espaces verts « Jardin Firdaous »**

ARTICLE 2 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Passé par appel d'offres ouvert **NATIONAL** sur offres de prix passé en application des alinéas 1 du paragraphe 1 de l'article 19 et de l'alinéa a du paragraphe 4 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics

ARTICLE 3 : MAITRISE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est le Président de la Commune de Salé.

ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux du présent marché consistent en la réalisation sur :

- TRAVAUX PREPARATOIRES ;
- TRAVAUX DE TERRASSEMENT ;
- GROS ŒUVRES- MACONNERIE-ENDUITS ;
- TRAVAUX DE REVETTEMENTS ;
- TRAVAUX D'EQUIPEMENTS ;
- TRAVAUX D'ARROSAGE ;
- TRAVAUX DE PLANTATIONS ;
- TRAVAUX D'ECLAIRAGE.

ARTICLE 5 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

5.1 : Les pièces constitutives du marché :

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après dans l'ordre de priorité indiqué au Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de

l'Etat (CCAG-T) :

1. L'acte d'engagement,
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS)
3. Le bordereau des prix - détail estimatif-
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés
Pour le compte de l'Etat, approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaâbane 1437 (13 mai 2016),

En cas de discordances ou de contradictions entre les documents constitutifs du marché, autres que

Celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du décret précité n°2-22-431 et en Tenant compte des stipulations de l'article 2 du CCAG-T précité, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont Énumérés ci-dessus.

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, l'Entrepreneur est réputé avoir lu et accepté les Conditions et clauses prévues au présent CPS ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

5.2 : Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

1. Les ordres de services ;
2. Les avenants éventuels ;
3. Les décisions d'augmentation éventuelles dans la masse des travaux.

ARTICLE 6 : TEXTES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX

Le titulaire du marché reste soumis aux textes législatifs et réglementaires en vigueur tel qu'ils ont été modifiés ou complétés et notamment :

6.1 Textes généraux

- Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Applicable aux marchés de travaux (CCAG-T) approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 chaâbane 1437 (13 mai 2016) ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts Moratoires relatifs aux commandes publiques tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2-19-184 ;
- Décret n° 2-17-451 du 23/11/2017 portant règlement de la comptabilité publique des communes et des établissements de coopération intercommunale ;
- Décret n° 2-14-272 du 14-05-2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- L'arrêté du Chef du Gouvernement n° 3.302.15 du 15 safar 1437 (27-11-2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;
- L'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés.
- Le Dahir N° 1-15-05 du 29 Rabia II 1436 (19/02/2015) portant promulgation de la loi N° 112-13 relative Au nantissement des marchés publics ;
- Le Dahir N° 1.85.347 du Rabia II 1406 (20/12/1985) portant promulgation de la loi N°30.85 relatif à la taxe sur la valeur ajoutée T.V.A rendue applicable par le Décret N° 2.91.885 du 30-12-1991 modifiant le Décret n° 2-86-99 du (14/03/1988) ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le Dahir n° 1-03-61 du 10 Rabii I 1424 (12/05/2003) portant promulgation de la loi n° 13-03 relative à la lutte contre la pollution de l'air ;
- Le Dahir n° 1-03-59 du 10 Rabii I 1424 (12/05/2003) portant promulgation de la loi n° 11-03 relative à la protection et à la mise en valeur de l'environnement ;

- Dahir n°1-16-128 du 25 Aout 2016 promulguant la loi 59-13 modifiant et complétant la loi 17-99 portant codes des assurances ;
- La Circulaire 6001 Bis/TPC du 7 Août 1958 relative au transport de matériaux et marchandise pour exécution des travaux publics ;
- L'Arrêté n° 4451/DDP du 10 Octobre 1983 et le Dahir n° 89/30 du 21 Novembre 1989 relatif à l'extraction du sable et matériaux de construction ;
- Le Cahier des Prescriptions Commune (CPC) applicables aux études routières dépendant de l'Administration de l'Equipement tel que est défini par l'Arrêté du Ministre des Travaux Publics, de la Formation Professionnelle et de la Formation Des Cadres n° 1161-89 du 27 hijja 1409 (3 juillet 1989) portant approbation du cahier des prescriptions communes applicables aux marchés d'études routières exécutés pour le compte du ministère des travaux publics, de la formation professionnelle et de la formation des cadres ;
- Tous les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires ;
- La réglementation relative à l'achat, l'emmagasinage et l'emploi des explosifs au Maroc ;
- La circulaire 6001 TP du 07/08/1958 relative aux transports des matériaux et marchandises pour l'exécution des Travaux Publics ;
- La circulaire 5043-8 TP en date du 25 septembre 1967 relative aux travaux en régie ;
- Les pièces générales à caractère réglementaire, normatif ou valant recommandations et citées dans les différents articles du CCTP ;
- Le dahir n° 1-14-190 du 6 Rabia I 1436 (29 décembre 2014) portant application de la loi n° 18-12 relatif à la réparation des accidents du travail ;
- Arrêté du ministre de l'équipement et de l'eau n° 2399-22 du 10 Safar 1444 (7 septembre 2022) fixant le nombre de catégories des entreprises de bâtiment et de travaux publics correspondant à chaque secteur d'activité, les seuils de classification à l'intérieur de chaque catégorie ainsi que le montant maximum annuel d'un marché pour lequel une entreprise d'une catégorie donnée peut être admise à soumissionner.
- Le dahir n° 1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires exigés des soumissionnaires ou adjudicataires des marchés publics
- Circulaire n° 72/CAB du 26 Novembre 1992 d'application du dahir n° 1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires exigés des soumissionnaires ou adjudicataires des marchés publics.

6.2 Textes spéciaux

- Le Guide Marocain des Terrassements Routiers (GMTR) rendu applicable par la note circulaire de la DRCR n°214.22/40900/1896/2002 du 11/07/2002 ;
- Les normes marocaines homologuées, à défaut les normes internationales (article 5 du décret 2-12-349) ;
- La circulaire 1/61/SGG du 30/01/1961 relative à l'utilisation des produits d'origine et de fabrication nationale ;
- Les textes officiels réglementant les salaires et la main d'œuvre ; notamment le Décret N°2-85-679 du 15 Hijja 1405 (01/09/1985) ;

- Le décret n° 2.02.177 du 22 février 2002 approuvant le règlement parasismique (RPS 2000) applicable aux bâtiments, fixant les règles parasismiques et instituant le comité national de génie parasismique ;
- La loi 12-90 relatif à l'urbanisme pomologue par dahir n°1.92.31 du 25 hijja 1412 (17 .6 1992).

L'Entrepreneur ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance des textes et documents dont il est fait référence dans le présent marché pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

L'énumération des textes référencés est indicative et non limitative. L'Entrepreneur reste soumis d'une manière générale aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : VALIDITE DES OFFRES ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Le marché qui résultera du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le président de la commune de salé.

L'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis ou de la date de la signature du marché par l'attributaire lorsqu'il est négocié. Ce délai peut être prorogé par le maître d'ouvrage de trente (30) jours au maximum dans les cas ci-après :

1. Lorsque le délai de validité des offres est prorogé à la demande du maître d'ouvrage conformément au deuxième alinéa de l'article 36 du décret précité, et accepté par le ou les concurrent(s), le délai d'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est majoré d'autant de jours de cette prorogation, sans toutefois dépasser trente (30) jours.

2. Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai de soixante (60) jours visé ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours.

L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

Dans ce cas :

- Si l'attributaire accepte le nouveau délai proposé par le maître d'ouvrage et donne son accord par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la date limite fixée par ce dernier, il reste engagé vis-à-vis du maître d'ouvrage pendant ce nouveau délai.

- Si l'attributaire refuse de proroger le délai de validité de son offre, ou ne répond pas dans le délai qui lui est imparti, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit (48) heures à compter de la réception de la réponse de l'attributaire ou l'expiration du délai précité, auquel cas la procédure est annulée.

- Lorsque l'attributaire n'exprime pas sa volonté de maintenir son offre au-delà du délai de notification de l'approbation prévu ci-dessus, compte tenu, le cas échéant, du délai de prorogation, celui-ci reste engagé vis-à-vis du maître d'ouvrage jusqu'à la notification de l'approbation du marché.

Le maître d'ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons de la non-approbation du marché dans les délais impartis. Ce rapport est joint au dossier du marché.

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut par l'entrepreneur de satisfaire aux prescriptions de l'article 20 du CCAG-T , en se faisant par élection de domicile au Maroc et l'indiquant dans l'acte d'engagement , toutes les notifications qui se rattachent à son entreprise , lui seront valablement faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le CPS .

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 9 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II (19 Février 2015), étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins de Monsieur le Président de la commune de sale en tant qu'ordonnateur ;
- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Préfectoral de salé seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;
- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.
- La dématérialisation du na nantissement aura lieu conformément aux dispositions des articles 46 et 60 de l'arrêté du ministre délégué auprès du ministre de la ministre de l'économie et des finances, chargée du budget n 1692-23 du 4 hijja 1444 (23/06/02023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants ;
- le dossier administratif des sous-traitants ;
- Les certificats de qualification relatifs à la nature des travaux à sous-traiter lorsqu'ils existent ainsi que les références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous- traiter ;
- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au MO les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous –traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous–traitées.

Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

La sous- traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché à savoir :

- **GROS ŒUVRES- MACONNERIE-ENDUITS**
- **TRAVAUX DE REVETTEMENTS**
- **TRAVAUX D'ECLAIRAGE**

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Dans tous les cas L'entrepreneur et Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitante, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc conformément au paragraphe 5 de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023).

En cas de sous- traitance le titulaire est tenu de faire recours à l'emploi de la main d'œuvre locale.

Lorsque le titulaire envisage de sous-traiter une partie du marché, il ne peut le faire qu'au profit des prestataires installés au Maroc notamment aux petites et moyennes entreprises, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.

ARTICLE 11 : DÉLAI D'EXÉCUTION

Conformément à l'article 8 du CCAGT applicable aux marchés de travaux, Le délai d'exécution des travaux commencera à courir du jour invitant l'entrepreneur à commencer les travaux. Ce délai est **de 06 mois (Six mois)**.

Ce délai ne peut, sauf cas d'urgence, être inférieur à (10) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.

Des délais supplémentaires peuvent être pris en considération dans les cas suivants :

- Force majeure ;
- Ajournements partiels des travaux ;
- Augmentation dans la masse des travaux ;
- Travaux supplémentaires.
-

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET RETENUES

Il sera fait application des dispositions de l'article 65 du CCAG-travaux. A défaut d'avoir terminé les travaux dans les délais prescrits, il sera appliqué à l'entrepreneur une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (un pour mille) du montant du marché majoré éventuellement par l'augmentation dans la masse des travaux et des prestations supplémentaires.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues à l'entrepreneur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien l'entrepreneur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit pour cent (8 %) du montant du marché majoré éventuellement par l'augmentation dans la masse des travaux et des prestations supplémentaires.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 79 du CCAG-T

ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer à l'entrepreneur une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail et ce conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAG-T.

ARTICLE 14 : AVANCES

Conformément aux dispositions du décret n° 2-14-272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics. Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du marché toutes taxes comprises (TTC), pour le montant du marché inférieur ou égal à dix millions (10.000.000) de dirhams toutes taxes comprises (TTC). Pour la partie du montant du même marché supérieure à dix millions (10.000.000) de dirhams toutes taxes comprises (TTC), le taux de l'avance est fixé à 5% de ce montant, sans toutefois que le montant total de l'avance au titre d'un marché ne puisse dépasser vingt millions (20.000.000) de dirhams. La révision des prix n'est pas prise en compte dans le calcul du montant de l'avance.

ARTICLE 15 : RÉVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°2-22-431 précité, les prix du présent marché sont révisibles le montant des travaux exécutés sera révisé par l'application de la formule suivante :

$$P = P_o [(0.15 + 0.85 (Bat6 / Bat6o))]$$

P: Prix hors taxe révisé de la prestation considérée.

P_o : montant initial hors taxe de cette même prestation.

P / P_o : Etant le coefficient de révision des prix.

Bat6o : Est la valeur de l'index global relatif à la prestation considérée au mois de la date limite de remise des offres.

Bat6 : Est la valeur de l'index global relatif à la prestation considérée au mois de la date de l'exigibilité de la révision.

Ces index sont publiés par le Ministère des équipements.

Le résultat final de révision des prix est arrêté à la deuxième décimale. Pour les calculs intermédiaires, les résultats des rapports sont arrondés à la deuxième décimale.

La révision des prix sera appliquée aux travaux qui restent à exécuter à partir de la date de variation des index constatées par les décisions prises à cet effet par le ministre chargé de l'équipement.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le Maître d'ouvrage répercute cette modification sur règlement.

Les calculs intermédiaires, les résultats des rapports sont arrondés à la quatrième décimale.

La révision des prix sera appliquée aux travaux qui restent à exécuter à partir de la date de variation des index constatées par les décisions prises à cet effet par le ministre chargé de l'équipement.

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE :

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **58.000,00 (Cinquante Huit Mille) dirhams**.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'**article 18 du CCAG-T** et à l'**article 24 du décret n°2-22-431** dans l'un des cas suivants :

- Si l'offre du concurrent est écartée pour les motifs prévus aux a), b), c),d) ou e) du B) du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du présent décret ;
- Si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du présent décret ; – si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- Si le titulaire refuse d'accuser réception de l'approbation du marché qui lui a été notifiée dans le délai fixé à l'article 143 du présent décret.
- Si l'entrepreneur ne constitue pas le cautionnement définitif dans le délai prévu au paragraphe 4 de l'article 15 du CCAGT

ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF

Conformément à l'article 15 du CCAG-T, **Le cautionnement définitif** est fixé à **3%** du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels de l'entrepreneur jusqu'à la réception définitive des travaux.

Les cautionnements peuvent être remplacés par des cautions personnelles et solidaires.

Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet conformément à la législation en vigueur.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 19 du CCAG TRAVAUX.

ARTICLE 18 : ASSURANCES

Conformément à l'article 25 du CCAG-T, l'entrepreneur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des travaux, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché, pendant toute la durée des travaux, à savoir ceux se rapportant :

- a) Aux véhicules automobiles utilisés sur chantier.
- b) Aux accidents de travail.
- c) A la responsabilité civile incombant :
 - A l'entrepreneur, en raison des dommages causés aux tiers par les ouvrages objet du marché, jusqu'à la réception définitive, les matériaux, le matériel, les installations, le personnel de l'entrepreneur, etc. quand il est démontré que ces dommages résultent d'un fait de l'entrepreneur, de ses agents ou d'un défaut de ses installations ou de ses matériels ;
 - A l'entrepreneur, en raison des dommages causé sur le chantier et ses dépendances aux agents du maître d'ouvrage ou de ses représentants ainsi qu'aux tiers autorisés par le maître d'ouvrage à accéder aux chantiers, jusqu'à la réception définitive ;
 - Au maître d'ouvrage, en raison des dommages causés aux tiers sur le chantier et ses dépendances par ses ouvrages, ses matériels, ses marchandises, ses installations, ses agents, etc. l'entrepreneur renonce à tout recours contre le maître d'ouvrage ;

- Au maître d'ouvrage, en raison des dommages causés au personnel de l'entrepreneur et provenant, soit du fait de ses agents, soit du matériel ou des tiers dont il serait responsable, et qui entraînerait un recours de la victime ou de l'assurance « accident du travail ».

d) Aux dommages à l'ouvrage, à ce titre sont garantis, pendant la durée des travaux et jusqu'à la réception provisoire, les ouvrages provisoires objet du marché, les ouvrages et installations fixes ou mobiles du chantier, les matériels, matériaux et approvisionnements divers, contre les risques d'incendie, vol, détérioration pour quelque cause que ce soit, sauf cataclysmes naturels.

L'entrepreneur doit informer le maître d'ouvrage de toute modification ou résiliation concernant les polices d'assurances prévues par le présent article sous peine de l'application des mesures coercitives prévues par le CCAG-T.

ARTICLE 19 : DROITS D'ENREGISTREMENT

Avant tout commencement de la réalisation des prestations objet du présent marché, L'entrepreneur doit procéder à l'enregistrement de son marché auprès de l'autorité compétente conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 20 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Il se fait application des dispositions des articles 60,61,62,63,64et 68 de CCAG-T. Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de décomptes établis par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie et des pénalités de retard, le cas échéant.

Le montant de chaque décompte est réglé à l'entrepreneur après réception par le maître d'ouvrage de tous les métrés, situations et pièces justificatives nécessaires à sa vérification.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Sur ordre du maitre d'ouvrage, les sommes dues à l'entrepreneur seront versées au compte bancaire ouvert au nom du concurrent indiqué au préambule du présent CPS.

Les attachements doivent être déposés électroniquement conformément aux dispositions du décret n°2-19-184 modifiant et complétant le décret n°2-16-344 fixant les délais de paiement et des intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.

ARTICLE 21 : RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux dispositions de l'article 64 du CCAGT, La retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10%) du montant du chaque acompte, elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmentée le cas échéant du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée à la demande de l'entrepreneur par une caution personnel et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Elle sera restituée à la suite d'une main levée délivrée par la Maître d'ouvrage dès la signature du P.V de la réception définitive, sous réserve que le titulaire du marché ait satisfait à toutes ses obligations conformément à l'article 64 du CCAGT.

ARTICLE 22 : RÉSILIATION

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions du CCAG- Travaux. La résiliation du marché peut être prononcée dans toutes les conditions et modalités prévues par le décret n°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics, et celles prévues par l'article 69 CCAG-T.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 23 : RÉCEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement des travaux et en application de l'article 73 du CCAG-T, le maître d'ouvrage s'assure en présence de l'entrepreneur de la conformité des travaux aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate que les travaux présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, l'entrepreneur procédera aux réparations nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 24 : DÉLAI DE GARANTIE

Conformément aux stipulations de l'article 75 du CCAG-Travaux, Le délai de garantie est fixé à UN (01) an à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur sera tenu de remettre au maître d'ouvrage les plans des ouvrages conformes à l'exécution, de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas de malfaçons ou d'insuffisances constatées et de remédier à l'ensemble des défauts, sans pour autant que ces travaux supplémentaires puissent donner lieu à paiement à l'exception de ceux résultant de l'usure normale, d'un abus d'usage ou de dommages causés par des tiers.

ARTICLE 25 : RÉCEPTION DÉFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-T et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par l'entrepreneur.

ARTICLE 26 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

Si, en cours de l'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 81, 82, 83 et 84 du CCAG-T.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article, ils sont soumis à la juridiction marocaine.

ARTICLE 27 : CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du CCAG-T et notamment son paragraphe 2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- La neige : 30 cm
- La pluie : 60 mm
- Le vent : 60 km /h
- Le séisme : 5 degré sur l'échelle de Richter

ARTICLE 28 : LUTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

L'entrepreneur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

L'entrepreneur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 29 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'entrepreneur doit prendre les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement et ce conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG-T.

ARTICLE 30 : GESTION DES DECHETS DU CHANTIER

Pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur est tenu responsable de l'élimination des déchets générés par les travaux objet du présent marché et ce conformément aux dispositions de l'article 31 du CCAG-T.

ARTICLE 31 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE

L'entrepreneur s'engage à respecter les mesures de sécurité et d'hygiène conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG-T.

Il doit en particulier observer les mesures suivantes :

Le chantier doit être, avant tout commencement, approvisionné en matériaux nécessaires à l'exécution des travaux. En outre, l'entrepreneur doit faire une gestion de sorte à ne pas avoir des attentes à défaut de matériaux (faire des commandes à temps). Ces matériaux doivent être stockés de telle façon à ne pas gêner les riverains et les usagers ni perturber la circulation sur les voies avoisinant le chantier ;

Il doit mettre à la disposition du personnel de chantier les médicaments nécessaires pour les premiers soins médicaux ;

Il est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification de chaque personne et de son employeur. Ceci s'applique même aux sous-traitants ;

Il doit assurer le gardiennage et le nettoyage quotidien du chantier durant la période des travaux ;

Il doit préparer les voies d'accès au chantier et les chemins de circulation intérieurs les plus directs et les plus courts possibles ;

Il doit mettre à la disposition de personnel du chantier les équipements de sécurité tels que casques, gants, bottes, lunettes, dispositifs de secourisme etc. ; il doit tenir compte des conditions climatiques en dotant les ouvriers de vêtements adéquats.

ARTICLE 32 : PROVENANCE, QUALITE ET ORIGINES DES MATERIAUX

Les matériaux et produits doivent être conformes à des spécifications techniques ou à des normes marocaines homologuées, ou à défaut, aux normes internationales. Dans chaque espèce, catégorie ou choix, ils doivent être de la meilleure qualité, travaillés et mis en œuvre conformément aux règles de l'art. Ils ne peuvent être employés qu'après avoir été vérifiés et provisoirement acceptés par le maître d'ouvrage à la charge de l'entrepreneur.

Le maître d'ouvrage peut effectuer tous les essais qu'il estime nécessaires pour vérifier que les matériaux ou produits utilisés sont conformes aux spécifications imposées.

L'entrepreneur est tenu d'éloigner du chantier, à ses frais, en un lieu agréé par le maître d'ouvrage les matériaux ne satisfaisant pas aux conditions ci-dessus.

L'entrepreneur doit, à toute réquisition, justifier de la provenance des matériaux et produits par la production des factures, bons de livraison, certificats d'origine...

Le maître d'ouvrage est seul compétent pour juger de la qualité des matériaux et décider de leurs lieux d'emploi, en particulier le lieu de provenance des matériaux ne peut en aucune façon laisser préjuger de leur qualité.

ARTICLE 33 : ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX

Conformément à l'article 44 du CCAOT,

- 1- Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entrepreneur doit procéder à ses frais au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître d'ouvrage pour l'exécution des travaux. L'entrepreneur se conforme pour ce dégagement, ce nettoyage et cette remise en état à l'échelonnement et aux stipulations du cahier des prescriptions spéciales.
- 2- A défaut d'exécution de tout ou partie de ces opérations dans les conditions prescrites par le cahier des prescriptions spéciales dans un délai de quinze (15) Jours, le maître d'ouvrage met en demeure l'entrepreneur de réaliser ces opérations. Si l'entrepreneur ne les réalise pas dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la réception de la mise en demeure, il est appliqué une pénalité journalière de Cinq cent (500) DH par jour de calendrier de retard, Cette pénalité sera retenue d'office sur les sommes encore dues à l'entrepreneur

ARTICLE 34 : PENALITES PARTICULIERES

En cas de retard de l'entrepreneur dans la remise de certains documents ou rapports ou par défaut de réalisation de certaines de ses obligations, Une pénalité particulière de mille (1.000,00) dirhams par jour de calendrier de retard sera appliquée à compter de la date d'expiration de la date de mise en demeure remis à l'entrepreneur relatif à ce sujet. Cette pénalité sera retenue d'office sur les sommes encore dues à l'entrepreneur. Conformément à l'article 66 du CCAOT, l'ensemble de ces pénalités est plafonné à deux pour cent (2%) du montant initial du marché.

ARTICLE 35 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCALE

L'entrepreneur s'engage conformément à l'article 149 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics à recourir à la main-d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché.

Le taux de recours à la main-d'œuvre locale dans la limite de 20% de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations.

On entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue de la commune de Salé, le cas échéant, de la préfecture de Salé.

Article 36: SIGNALISATION DE CHANTIER

Le plan de signalisation temporaire du chantier, verticale et horizontale, est établi par l'entreprise et remis au maître d'ouvrage pour approbation dans un délai de 15 jours après la date de notification.

En cas de carence de l'entrepreneur dans la mise en place et dans le maintien de la signalisation temporaire du chantier routier conforme à la directive de la DR, le maître d'ouvrage peut prendre, aux frais de l'entrepreneur, les mesures nécessaires après ordre de service resté sans effet.

L'intervention du maître d'ouvrage ne dégage pas pour autant la responsabilité de l'entrepreneur.

En cas de dépassement des délais contractuels, l'entreprise maintiendra, à sa charge et sans indemnité, la signalisation temporaire du chantier jusqu'à l'achèvement des prestations.

Article 37: DIRECTION DES TRAVAUX

L'entrepreneur sera soumis pour l'exécution de ses travaux au contrôle du Maître d'Ouvrage, Pendant toute la durée des travaux, les agents de contrôle auront libre accès sur le chantier et pourront prélever aussi souvent que nécessaire, les échantillons de matériaux et matériels mis en œuvre pour essais et examens. Ils vérifieront la conformité de l'exécution avec les plans visés « bon pour exécution » remis à l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit accepter l'arbitrage du Maître d'Ouvrage sur tout point l'opposant aux agents désignés pour contrôler les prestations à exécuter.

Article 38 : CAHIER DE CHANTIER

L'entrepreneur est tenu de fournir un cahier trifold en couleur de bonne qualité. Ce cahier est destiné à recevoir les instructions ou observations du Maître d'Ouvrage concernant la bonne marche du chantier. Ce cahier ne devra pas quitter le chantier et sera présenté à chaque visite du Maître d'Ouvrage.

Article 39 : LES PERSONNES INTERVENANTS

LE PRESIDENT DE LA COMMUNE DE SALE EN TANT QUE MAITRE D'OUVRAGE

Article 40 : LES PERSONNES CHARGE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Les personnes chargées du suivi de l'exécution du marché sont :

Le Chef de service des espaces verts de la Commune de Salé.

ARTICLE 41 : PLAN DE RECOLEMENT :

L'entrepreneur doit fournir un plan de récolement des travaux réalisés en trois tirages format papier et sur un support électronique au maximum un mois après la réception provisoire.

CHAPITRE II : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUE

1 - INSTALLATION DE CHANTIER

Conformément à la disposition de l'Article 39 du CCACT les lieux des travaux sont mis gratuitement aux dispositions de L'entrepreneur avant tout commencement des travaux.

2 - CONNAISSANCES DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre, avoir pleine connaissance des lieux, les avoir examinés et s'être rendu compte de toutes les sujétions particulières au chantier, et avoir contrôlé toutes les indications qui sont auprès des services intéressés.

L'entrepreneur devra s'assurer de la présence et des emplacements de constructions et des réseaux (égouts, eau, électricité, téléphone) qui pourraient subsister sur le terrain. Il devra effectuer toutes les démarches utiles pour obtenir les renseignements et tous les travaux de détournement ou de désaffectation nécessaires à l'exécution de ses propres travaux suivant les indications des services intéressés.

3 - ORGANISATION DU CHANTIER

Dans un délai de 15 jour ouvrable du jour de la notification de l'ordre de service notifiant l'approbation du marché, le Titulaire du Marché procédera, par écrit à informer le maire d'ouvrage des dispositions nécessaires qu'il doit établir pour démarrer les travaux notamment :

L'installation de panneaux appropriés au site prescrivant les différentes prescriptions du projet (Maître d'Ouvrage, n° du marché, l'entreprise, la durée des Travaux, les différents intervenant ...)

La signalisation, la surveillance, le gardiennage des chantiers qui demeurent entièrement sous la responsabilité du titulaire de ce marché. D'autres indications complémentaires peuvent être demandées par l'Administration le cas échéant.

Le Titulaire du Marché est tenu de fournir toutes précisions utiles concernant le matériel et le personnel qu'il compte utiliser sur les chantiers

4 - DIRECTION DU CHANTIER CONTROLE TECHNIQUE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX.

Pendant toute la durée des travaux, les responsables techniques de La commune chargé du contrôle et du suivi des travaux auront libre accès sur le chantier et pourront prélever aussi souvent que nécessaire pour examen les échantillons de matériaux et appareillage à mettre en œuvre. Ils vérifieront que les ouvrages sont réalisés conformément aux plans en vigueur. Ils assisteront à l'implantation et la mise en œuvre des prestations prescrites au bordereau des prix, prendre part à la prise des métrés en présence du mètreur de l'entreprise pour élaboration des attachements, et la réception provisoire des ouvrages et auront la qualité pour interpréter et à juger les devis notes techniques et fourniture.

-L'entrepreneur est tenu de se conformer strictement aux instructions et ordres du Maître d'Ouvrage à respecter ses représentants qualifiés.

-Toute décision qui comporterait des conséquences financières devra faire l'objet d'un ordre écrit préalable.

-Sur une simple demande ou la notification du PV à l'entrepreneur, le Maître d'Ouvrage peut imposer à l'entreprise le remplacement de son représentant sur le chantier. Le remplacement de ce collaborateur doit être affecté dans un délai maximum de 24 heures, à compter de la date du PV ou de la demande du Maître d'Ouvrage.

- Les rendez-vous de chantier auront lieu une fois par semaine, et suivant la nécessité, au jour et heures fixées par le Maître d'Ouvrage ou son représentant,

Les rendez-vous de chantier seront dirigés par le Maître d'Ouvrage ou son représentant qualifié

A l'issue de chaque rendez-vous de chantier, il sera établi par le maître d'Ouvrage ou son représentant un procès-verbal de réunion. L'entreprise pourra prendre possession d'un exemplaire de ce P.V au bureau du

Maître d'Ouvrage et devront faire connaître leurs observations éventuelles sur son contenu lors du rendez-vous suivant, faute de quoi le procès-verbal sera considéré comme approuvé par tous les destinataires.

5 - PRESTATIONS ETENDUES DES TRAVAUX

5.1 -consistance

Les travaux à réaliser dans le cadre du présent marché consistent **TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES ESPACES VERTS « JARDIN FIRDAOUS »**

5.2 -Moyens humains et matériel :

Le Titulaire est tenu de :

Disposer d'un personnel (Maçons, de jardiniers, ouvriers cadres techniques...) Expérimenté et qualifié pour mener à bien et avec plus grands soins les prestations objet du présent marché, de mettre en place les agents nécessaires en nombre suffisant pour assurer les prestations du marché, Si le Maître d'Ouvrage découvre qu'un membre du personnel du Titulaire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un membre du personnel, le Titulaire devra, sur demande motivée du Maître d'Ouvrage, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent au moins être égales à celle de la personne à remplacer.

Par ailleurs, les tenues de travail portant le sigle de l'entreprise ainsi que le matériel de Protection du personnel sont exigées au cours des travaux.

La Disponibilité Obligatoire des Moyens Logistiques et matériels, Camion de Chantier, Tractopelle, Trax, Camion-Citerne, Tondeuses, débroussailleuses, petit matériel . . . etc. y compris vrais emballement toutes outillages et matériels nécessaires à l'exécution des travaux dans les règles de l'art.

6 - PROGRAMME ET CADENCE DES TRAVAUX

L'entrepreneur devra soumettre au maître de l'ouvrage dans les quinze jours de la notification de l'ordre de service, le calendrier d'exécution des travaux selon lequel il s'engage à conduire le chantier, comportant tous renseignements et justifications utiles.

Au cas où la cadence d'exécution des travaux deviendrait inférieure à celle prévue au calendrier, le maître de l'ouvrage fera application des mesures prévues à l'article 71 du CCAG-T même pour les délais partiels portés au planning.

Le planning sera obligatoirement affiché au bureau de chantier et constamment tenu à jour sous la surveillance du Maître de l'Ouvrage, et l'entrepreneur étant tenu de vérifier cette mise à jour.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve toutefois la possibilité sans que l'entrepreneur puisse prétendre à indemnité, de faire exécuter ces travaux par tranches successives qui seront définies par ordre de service.

7 - ECHANTILLONAGE

L'Entrepreneur devra soumettre à l'agrément de la Commune, un échantillon de chaque espèce de matériaux, appareillage et plants qu'il se propose d'employer ou installer. Il ne pourra mettre en œuvre ces matériaux qu'après acceptation des agents de service des espaces verts de la Commune, Les échantillons acceptés seront déposés au bureau de chantier et serviront de base de vérification pour la réception des travaux. La demande de réception du matériel devra être présentée au moins 4 (quatre) jours avant son emploi. Les échantillons refusés seront immédiatement évacués du chantier et remplacés aux frais de l'Entreprise,

L'entrepreneur devra présenter à toute réquisition les certificats et attestations prouvant l'origine et la qualité des matériaux proposées. Les frais d'essai seront à la charge de l'entrepreneur pour tous travaux qui n'auront pas satisfait aux conditions imposées par le présent cps.

8 - CHOIX DES MATERIAUX.

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions utiles pour avoir sur son chantier, la quantité et la qualité des matériaux vérifiés et acceptés indispensables à la bonne marche des travaux et dont l'échantillonnage aura été agréé par Le MO, les matériaux destinés à l'exécution des travaux objet du présent CPS seront de production marocaine. D'une façon générale, la provenance des matériaux devra être agréée par le maître d'Ouvrage ou son représentant sur proposition de l'entrepreneur.

Les matériaux refusés devront être immédiatement évacués du chantier et les ouvrages éventuellement commencés avec ces matériaux de rebut seront démolis et refait aux frais de l'entrepreneur.

Dans cette situation le Maître d'Ouvrage aura la possibilité de demander et de procéder à des essais ayant pour but de préciser et de connaître les qualités auxquelles doivent répondre un certain nombre de matériaux. Les échantillons seront prélevés dans les travaux susceptibles d'être reçus. Ils seront fournis gratuitement et au frais de l'entrepreneur. Ces essais et autres seront effectués par un laboratoire agréé par l'Etat et qui fera lui-même les prélèvements

Si l'une quelconque des travaux essayés se révèle non conforme aux vérifications, le MO peut la refuser. L'entrepreneur devra alors dans ce cas soit remplacer les travaux refusés, soit y apporter des modifications nécessaires pour la rendre conforme sans que cela coûte quoique que ce soit au M.O.

L'énumération ci-dessus est énonciative, et non limitative ; en fait, l'Entreprise s'engage à livrer l'ensemble des installations concernées par le (C.P.S) en parfait état de fonctionnement et conformes aux dispositions formulées par le CPS, et les règles de l'Art.

Les travaux seront exécutés selon les descriptifs : Dessins, plans et tous détails techniques établis par le BET approuvés par l'administration.

9 - TRAVAUX DE TERRASSEMENT

Les terrassements en masse et les fouilles pour ouvertures de tranchées, trous ou rigoles, en toute profondeur et en terrains de toute nature seront réalisées soit par engins mécaniques, soit manuellement avec nivellement de l'assise de la plate-forme du projet, réglage, la mise à profil, le nivellement et arrosage compactage du sol des allées piétonnes, et pour les terrassements verticaux

L'entrepreneur devra étayer ces fouilles au fur et à mesure de leur approfondissement soit par des coffrages jointifs ou à enfilage. Il sera responsable de tous les éboulements qui pourraient survenir et de tous les dommages qui pourraient éprouver les constructions existantes au voisinage des travaux.

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires (barrages, garde-corps, signalisation, éclairages, gardiennages) pour protéger efficacement son chantier.

10 - LES PRESCRIPTIONS POUR MORTIERS ET BETONS.

10.1 dosage des mortiers

Par dérogation à l'article 31 du devis général de l'architecture, la composition des mortiers sera la suivante :

Désignation des mortiers	Liant ciment CPJ 35 en Kg	Chaux en Kg	Sables En m3	Grains de ris sans poussière en m3	Eau de gâchage (m3) les sables utilisés secs	Emploi
Mortier n°1 Mortier maigre	250		1,000		0,290	Formes
Mortier n°2 Mortier moyen	350		1,000		0,290	Hourdage maçonnerie de moellons en élévation, agglos et briques

Mortier n°3 Mortier gras	450		0,8	0,2	0,3	1 ^{ère} couche des enduits Enduit grillagé, chape Scellement
Mortier fort Mortier 3 bis	400		1,000		0,300	Finition des enduits
Mortier n°5 Mortier bâtard	150	250	1,000		0,300	Enduit Mortier bâtard
Mortier n°8 Mortier ordinaire	300		1,000		0,300	Hourdage maçonnerie de moellons en fondations

Les volumes d'eau et la quantité du ciment du tableau ci-dessus sont donnés à titre indicatif pour les sables parfaits les quantités réelles seront confirmées ultérieurement après mesure par le laboratoire sans pour autant qu'elles soient inférieures à celles précisées au tableau indicatif

10.2- dosage des bétons

Désignation des bétons	Liant ciment CPJ 45 en Kg	Sable 0/5 en m3	Gravillon n 8/15 en m3	Gravillon n 8/15 en m3	Pierre 25/40 en m3	Cassés 40/60 en m3	Molé 100 en m3	Eau en m3	Emploi
Maigre	150	0.600	0.800					0.130	Béton B5
Ordinaire	250	0.500		0.800				0.170	Béton B4
Gravillon	300	0.450		0.350	0.450			0.180	Béton B3
Armé	350	0.400	0.400	0.450				0.200	Béton B2
Banché	400	0.400	0.750	0.150				0.210	Béton B1
Gros béton	250	0.450		0.200		0.800		0.170	Gros Béton
Cyclopéen	300	0.450		0.200	0.800		0.400	0.170	Béton cyclopéen

Les quantités définitives de ciment et des agrégats, entrant dans la composition des bétons seront déterminées par les études de formulation et d'essais effectués par un laboratoire agréé à la charge de l'entreprise.

Les frais de ces études sont à la charge de l'entrepreneur, et elles doivent être remises au maître d'ouvrage avant tout coulage du béton.

Tous les mortiers et bétons seront fabriqués mécaniquement, les caisses à dosage pour les mortiers et béton sont exigées.

10. 3 - Contrôle

Au cours des travaux, l'Entrepreneur sera tenu d'utiliser des matériaux ayant les mêmes qualités et les mêmes dosages. L'Entrepreneur devra toujours pouvoir fournir la preuve de l'origine des matériaux approvisionnés, et de leur qualité.

Des essais de résistance seront exécutés en cours des travaux pour chaque type de béton, Ces essais, conduits suivant les normes en vigueur et sous la vérification du Laboratoire agréé, porteront sur la détermination des résistances à la compression sur cylindre à 7 et 28 jours sur 9 éprouvettes au sol et par essai. Les prélèvements seront exécutés inopinément par le Laboratoire agréé La fourniture des moules

pour éprouvettes, les essais, les transports et les frais de laboratoire agréés seront à la charge de l'Entrepreneur.

Au cas où les caractéristiques résultant des essais de contrôle seraient inférieures aux caractéristiques exigibles, les mesures imposées pourront aller jusqu'à la destruction et la reconstruction de ces ouvrages.

Cependant, il pourrait être exigé que des essais de contrôle non destructifs soient exécutés aux frais de l'Entrepreneur. Dans ce cas, et si les essais confirment la mauvaise qualité des ouvrages, l'Entrepreneur pourra proposer des mesures propres à remédier à la situation. Le Maître d'Ouvrage restera cependant seul juge et sa décision finale sera sans appel.

Les frais de tous les essais sont à la charge de l'Entrepreneur.

10.4- Fabrication des bétons

Les bétons seront obligatoirement fabriqués par des centrales à béton ou bétonnières, en aucun cas il ne sera admis de béton fabriqué à la main", Vibrer soigneusement la zone de reprise pour une bonne interpénétration du béton,

Le matériel mis en chantier devra correspondre à celui qui sera indiqué dans la note sur le matériel que l'Entreprise doit remettre en même temps que son offre.

10.5- Mise en œuvre des reprises de bétonnage

Avant les reprises de bétonnage, la surface précédemment coulée, est nettoyée à l'air comprimé s'il s'agit d'un béton jeune, ou s'il s'agit d'un béton durci la surface de reprise doit soit être lavée au jet d'eau sous pression, soit piquée nettoyée et humidifiée à refus.

Vibrer soigneusement la zone de reprise pour une bonne interpénétration du béton,

10.6- Prescriptions concernant l'exécution des bétons armés

Pour l'enrobage des armatures dans le béton l'Entrepreneur doit prévoir des cales de 2,5 cm pour toutes les structures en B.A. Ces cales doivent être préparées en nombre suffisant, bien visibles à tous avant les coffrages.

Les coffrages devront être soignés, ils seront métalliques ou en bois corroyé, en contre-plaqué traité

Les parements seront parfaitement d'aplomb et de niveau. Ils ne présenteront aucune épaufure, il ne sera toléré, ni balèvre, ni gauchissement ou déformation du coffrage. Les arrêtes seront vives, parfaitement dressées et rectilignes.

Lors du coulage, le béton doit obligatoirement être vibré.

Les voiles devront être coulés sur des bases, à granulométrie et la plasticité du béton devront permettre le coulage dans les coffrages.

11 - PREPARATION DU SOL

11.1- Nettoyage et travaux du sol

Avant de procéder aux travaux de plantations, un nettoyage superficiel du sol – et ce jusqu'à 0,20m de profondeur au besoin – sera effectué sur toutes les parties qui le nécessiteront. Ce travail préliminaire de nettoyage concerne notamment la végétation herbacée spontanée existante, les matériaux et pollutions visibles à la surface du sol, les matériaux non terreux (graves, déchets divers, bois morts, objets abandonnés, etc.)

11.2- Fosses de plantation

Il sera réalisé pour chaque végétal et quelle que soit l'espèce ou la hauteur, une fosse de plantation dont les dimensions seront les suivantes :

- Palmier 1,20m x 1,20m x 1,20m de profondeur ;
- Arbres 1,00m x 1,00m x 1,00m de profondeur ;
- Arbustes 0,50m x 0,50m x 0,50m de profondeur.

Les fouilles d'arbre seront exécutées par le titulaire du présent lot. Elles seront totalement rebouchées, l'ajustement définitif étant constitué par la réouverture de l'espace nécessaire à la disposition parfaite de l'appareil racinaire.

L'Entrepreneur apportera le plus grand soin aux réseaux sous-jacents. Il assurera à ses frais les réparations des réseaux endommagés.

12 - APPORT ET MISE EN ŒUVRE DE TERRE VEGETALE

La terre végétale sera fournie par l'Entrepreneur et approuvée par le maître d'ouvrage avant son approvisionnement.

La terre végétale sera de texture sableuse (terre végétale de la région) et devra provenir du décapage de la couche superficielle d'une parcelle réputée de nature agricole, sans débris de toute nature, ni roches, ni racines adventices, ni déchets industriels ou urbains. La composition de la terre végétale devra se rapprocher du mélange suivant :

Mélange d'une terre brute d'extraction extraite à une profondeur maximale de 30 cm (le décapage sera adapté aux types de sols rencontrés) et d'amendements type amendements organiques, tourbe, si nécessaire (terre limono argileuse à rechercher sur un horizon de surface de sol brun lessivé = 65%)

Si les terres devaient être stockées avant livraison, toute mise en tas de plus de 2 mois entraînerait un refus du matériau. Hauteur limitée à 2,00m.

L'Entrepreneur ne pourra arguer des difficultés d'approvisionnement, de transport pour quelques raisons que ce soient, afin de justifier les retards de l'exécution des travaux qui lui sont prescrits. Les terres non conformes aux échantillons agréés seront refusées, les terres présentant des blocs, des cailloux ou des déchets végétaux seront refusées.

L'échantillon retenu restera visible sur le chantier jusqu'à la fin de l'approvisionnement.

13 - ENGAZONNEMENT DES ESPACES.

Le sol devra être préparé au préalable et dégagé des intrus. Les espaces seront plantés en bouture de gazon à raison de 90/80 boutures /m2 sur le support y compris l'entretien par des amendements en fertilisant tels engrais spécial gazon et du fumier bien décomposé. Les travaux de préparation du sol, de plantation, une fois achevés seront suivis des arrosages. L'arrosage régulier des parties engazonnées sera assuré par les soins de l'entrepreneur titulaire du marché à raison de 3 fois par semaine pendant la saison sèche et notamment la nuit, et 2 fois par semaine pendant les autres saisons.

L'entrepreneur aura accès aux points de prises d'eau exécutées qui nécessitent également la maintenance.

14 - MODE DE MAINTENANCE PENDANT LA PERIODE DE LA GARANTIE

Au cours de la période de garantie et ce à compter de la date de la réception provisoire, l'entrepreneur est chargé de procéder périodiquement à l'entretien des espaces plantés pour favoriser le développement normal des végétaux, et de toute anomalie constatée, par du personnel permanent et qualifié et ce jusqu'au dernier jour du délai garanti,

En outre, la garantie des travaux de génie – civile comprendra également les opérations d'entretien des espaces plantés à savoir :

- Repiquages du gazon des parties dégradées.
- Remplacement des végétaux n'ayant pas repris et selon les mêmes spécifications
- Les apports des engrais de couverture si nécessaire pour gazon.
- Arrosage périodique y compris la tonte de gazon et évacuation des déchets à la décharge publique.
- tailles et nettoyage des arbustes et élimination des mauvaises herbes.

Parmi les dispositions à tenir en compte lors des arrosages

- Les conditions climatiques (La fréquence augmente ou diminue selon le temps)
- En période de forte chaleur, l'arrosage doit s'effectuer en dehors des heures où l'évapotranspiration est maximale (qui est entre 11h et 16h)
- Les cuvettes d'arbres doivent recevoir des quantités d'eau nécessaires au bon développement des racines.
- Ne pas utiliser des lances puissantes à jet d'eau.
- Utiliser le matériel d'arrosage nécessaire en cas de plantes fleuries.

L'apport d'eau d'irrigation le cas échéant est une condition impérative pour une bonne conservation des espaces verts. Il appartiendra au titulaire du marché de prendre les mesures nécessaires et adéquates de mettre en œuvre des moyens qu'il jugera les mieux appropriés, compte tenu des installations existantes et des possibilités d'utilisation

- Cette liste de travaux n'est pas limitative ; l'entrepreneur devra accomplir tous les travaux nécessaires pour assurer la réception définitive.

Chaque fuite ou dysfonctionnement tel qu'il soit est à la charge du titulaire.

ARTICLE 42 : DIFINITION DES PRIX, CARACTERISTIQUES TECHNIQUES.

TRAVAUX PREPARATOIRES :

Prix n°1 : Démolition des revêtements et sous revêtement existants y compris évacuation à la décharge publique.

Ce prix rémunère au mètre carré, la démolition du revêtement et sous revêtement existant (Pavé autobloquant, rev-sol, ... etc.) sur sol à l'intérieur du projet Jusqu'à l'obtention d'un support propre. Le décapage doit se faire de façon à ne pas endommager les revêtements ou autres ouvrages avoisinant, L'entrepreneur est réputé s'être rendu sur les lieux, avoir visité le terrain et pris connaissance de toutes les difficultés pouvant survenir lors de l'exécution des ouvrages. Les éléments jugés inutile seront évacués à la décharge publique et les éléments jugés utilisables seront évacués à un lieu Indiqué par le maitre d'ouvrageet toutes sujétions.

Ouvrage paye au mètre carré..... au prix N°1

Prix n°2 : Dépose, pose et réfection des bancs existants à l'intérieur du projet.

Ce prix rémunère à l'unité, la dépose, pose et réfection des bancs existants, en décapant de l'enceint revêtement abimé, et préparation du support, avec la mise en œuvre de revêtement en mignonnette lave identique à l'existant, et toutes sujétions.

Ouvrage payé à l'unité au prix N°2

Prix n°3 : Transplantation des arbres et palmiers existants.

Ce prix rémunère à l'unité la transplantation des arbres et palmier existants conservés, ce prix comprend la préparation, le cernage, le transport et transplantation sur un site désigné par le maitre d'ouvrage. Les sujets transplantés doivent être surveillés et recevoir un entretien particulier pour assurer leur reprise

Ouvrage payé à l'unité au prix N°3

Prix n°4 : Abattage, dessouchage, et entreposage des arbres existants.

Ce prix rémunère à l'unité l'abattage puis le débitage et l'entreposage des arbres existants, avec dessouchage du système racinaire, puis transport à l'endroit désigné par le maitre d'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité au prix N°4

Prix n°5 : Elagages, rééquilibrage des arbres et palmiers existants conservés.

Ce prix rémunère à l'unité l'élagage et nettoyage des arbres et palmiers existants conservés, avec évacuation des déchets à la décharge publique.

Ouvrage payé à l'unité au prix N°5

TRAVAUX DE TERRASSEMENT.

Prix n°6 : Terrassement en terrain de toute nature.

Ce prix rémunère au mètre cube, les fouilles en pleine masse, dans tout terrain de toute nature y compris terrain rocheux ; seront exécutées aux endroits désignes par le maitre d'ouvrage. Le prix comprendra toutes sujétions de blindage, boilage, relèvement des terres, talutage et étalement. Elles seront exécutées à l'aide de l'engins mécanique adéquat ou tout autre moyen. Les déblais seront mis en remblais ou évacués à la décharge publique.

Ouvrage payé au mètre cube..... au prix N°6

GROS ŒUVRES- MACONNERIE-ENDUITS.

Prix n°7 : Couche de fondation GNF1 0/40 compacté.

Ce prix rémunère au mètre cube après compactage, la fourniture, le transport et la mise en œuvre de matériaux pour couche de base en tout venant de concassage GNF1 0/40 MM, après compactage du fond de forme. L'épaisseur de la couche de base sera normalement de 15 cm minimum après compactage, uniformément sur toute la largeur. Au moment de réglage et compactage, la teneur en eau devra être maintenue égale à celle Correspondant à l'optimum Proctor modifié. Le compactage devra être réalisé de façon à obtenir une densité sèche égale à 98% de la densité sèche maximale de Proctor modifié, mesuré au laboratoire, Le prix comprend également les essais d'identification et essais de compactage réalisés par un laboratoire agréé à la charge de l'entrepreneur, L'ensemble exécuté conformément aux règles de l'art et aux instructions du maître d'ouvrage, y compris toutes sujétions de mise en œuvre et finition.

Ouvrage payé au mètre cube au prix N°7

Prix n° 8 : Bordure type CR1

Ce prix rémunère au mètre linéaire, la fourniture, la mise en œuvre et l'exécution complète de bordures de trottoirs préfabriquée type CR1 en béton.

Ce prix comprend notamment :

- Les terrassements des fouilles nécessaires à l'exécution des fondations des bordures, y compris évacuation des terres excédentaires ;
- La fourniture et la pose d'éléments préfabriqués de bordures de trottoirs y compris sujétions de coupe et de pose ;
- La fourniture et la pose du béton de fondation et d'épaulement avec au moins 10cm d'épaisseur pour le béton de fondation (avec dépassement de 5cm de part et d'autre de la bordure).
- Les remblais d'épaulement, et toute sujétions.

Ouvrage payé au mètre linéaire au prix N°8

Prix n° 9 : Réfection du mur de clôture et murets espace jardins.

Ce prix rémunéré au mètre carré les travaux de réfection et la reprise à l'identique de la pierre locale utiliser pour la construction de mur de clôture et muret espaces jardin, ce prix comprend :

- le nettoyage la surface de la pierre des encadrements matériaux à l'aide d'une ponceuse mécanique, est rendre sans état satisfaisante à sans état d'origine.
- Dégarnir les joints et si nécessaire élargir le passage entre les pierres qui se touchent en' utilisant un burin plat et une massette.
- Préparer un mortier de remplissage de bonne qualité.
- Pour les pierres manquantes dans la lézarde, trouver une pierre similaire puis retoucher ses abords.
- Garnir les cavités avec du mortier puis enfoncer la pierre et jointoyer son pourtour.
- Lors de remplissage laisser un retrait de 5 mm environ, à combler par le joint de finition.
- Après séchage partiel des joints, frotter à la brosse métallique pour enlever des projections et éclaboussures. Et toutes sujétions de la mise en œuvre.

Ouvrage payé au mètre carré au prix N°9

Prix n° 10 : Aménagement de la fontaine existante y compris équipement.

Ce prix rémunère à l'ensemble, aménagement, équipement et fonctionnement de la fontaine, à la une structure similaire à celle existante, ces plans d'exécution seront à produire et fournir par l'entreprise pour

avis et validation par le maître d'ouvrage, Ces plans devront être établis par un spécialiste. Ce prix rémunère la construction de la Fontaine en béton hydrofuge avec revêtement en zellige traditionnel similaire à l'existant, avec élément central en pierre naturelle, ainsi que tout le système de fonctionnement, système hydraulique, système éclairage, de branchement et de maintenance de la fontaine.,

Ouvrage payé à l'ensemble au prix N°10

Prix n°11 : Rénovation des murets d'espaces jardins en moellons.

Ce prix rémunère au mètre cube la rénovation des murets de soutènement d'espaces jardins dégradé de maçonnerie en moellons en fondation et en élévation. Cette maçonnerie sera exécutée par des moellons en pierre naturelle locale au dimensionnement identique à l'existant hourdés au mortier et serrés à la truelle et les boutisses judicieusement placées. Ce prix comprend toutes sujétions nécessaires de coffrage et de mise en œuvre, les parties apparentes des murs de soutènement devront être bien façonnés et parfaitement garnis.

Ouvrage payé au mètre cube au prix N°11

Prix n° 12 : Réfection et la reprise de la pierre existante.

Ce prix s'applique au mètre carré la réfection et la reprise à l'identique de la pierre naturelle (pierre shoul ,pierre de salé) selon l'assise existante, la surface de la pierre doit être soigneusement nettoyer, griffer de toute impureté est rendre sans état satisfaisante à sans état d'origine, à l'aide d'une ponceuse, ce prix comprend toutes les sujétions de fourniture et de mise en œuvre de matériaux adéquat pour obturer tous les pores et coté légèrement abimer .et toute sujétions de règle de l'art et finition.

Ouvrage payé au mètre carré.....au prix N°12.

Prix n°13 : fourniture et pose de pierre identique à l'existante.

Ce prix rémunère au mètre carré, la fourniture et pose de pierre identique à l'existante (0.50*0.50*0.10 m). Ces pierres seront posées sur une forme de mortier de ciment dosé de 250kg/m3, et toute sujétions de règle de l'art et finition.

Ouvrage payé au mètre carré.....au prix N°13

Prix n° 14 : Forme en béton d'épaisseur de 10 cm y/c treillis soudé ST 06.

Ce prix rémunère mètre carré, l'exécution de forme en béton B2, dosé de 350 kg/m3 en ciment cpj 45 sur une épaisseur de 10 cm avec treillis soudé st 06 pour le dallage, sur tout-venant compacté préalablement arrosé. La forme sera exécutée et parfaitement dressée, talochée ou striée, et toutes les sujétions de la mise en œuvre et de finition. (Les surépaisseurs pour rattrapage des pentes sont incluses dans le présent prix)

Ouvrage payé au mètre carré au prix N°14

Prix n° 15 : Béton de propreté.

Ce prix rémunère au mètre cube, la mise en œuvre du béton de propreté qui sera exécuté sous les ouvrages en béton armé pour semelles, voiles, marche, etc.... Il sera exécuté en béton B10 et débordant de chaque côté des ouvrages.

Ouvrage payé au mètre cube au prix N°15

Prix n°16 : Béton armé avec armature.

Ce prix rémunère au m3, l'exécution et la mise en œuvre du béton armé dosé de 450kg/ m3 en ciment cpj 45 avec armature y compris produit hydrofuge sika en fondation et en élévation exécuté conformément aux règles de l'art, et suivant un plan de ferrailage livre par bureau d'étude à la charge de l'entreprise qui doit être

validé par le maître d'ouvrage, destiné à la réalisation des divers ouvrages et suivant les directives des agents de commune. (Murs de soutènement, chaînage, voile, poutres, ...etc.) ce prix comprend,

- la pose des aciers, le fil de ligature et les aciers de montage.
- le coffrage et décoffrage et les étais.
- la fabrication du béton exclusive par engins mécaniques.

Ouvrage payé au mètre cube au prix N°16

Prix n° 17 : Enduit de mortier en ciment.

Ce prix rémunère au mètre carré la mise en œuvre de l'enduit de mortier, dosé à 300 Kg de ciment par mètre cube de sable, passé en deux couches. La surface d'application sera préalablement repiquée et nettoyée. Le tout sera parfaitement dressé, y compris les arêtes, cueillies, arrondis, et toutes sujétions.

Ouvrage payé au mètre carré Au prix N°17

Prix N° 18 : Fourniture et fixation de trappe de visite en acier galvanisé 0.80x0.80m.

Ce prix rémunère la fourniture et fixation de trappe en acier galvanisé à chaud, dans le béton armé, la trappe se compose d'un cadre inférieur de 50*50 mm et tampon en tôle larmée de 4 mm d'épaisseur avec un cadre extérieur de 60*60 y compris anneau de relevage, paumelle, pattes de scellement, et fermeture avec clé spéciale, et toutes sujétions.

Ouvrage payé à l'unité..... au prix N°18

Prix n°19 : Etanchéité verticale pour voile périphérique.

Ce prix rémunère la fourniture et la pose d'une étanchéité, sur faces extérieures des voiles enterrés des sous-sols, elle sera exécutée comme suit :

- Un enduit de dressage au mortier.
- Un feutre bitumé type 40TV mis en place entre deux couches de bitume à chaud.
- Protection par enduit grillagé au mortier n°3 (grillage galvanisé de 3mm d'épaisseur minimum).

Ouvrage payé pour l'ensemble des prestations ci-dessus au mètre carré y compris toutes sujétions.

Ouvrage payé au mètre carré au prix N°19

Prix n°20 : Etanchéité bicouche autoprotégée.

Ce prix rémunère la fourniture et pose de l'étanchéité en bicouche auto protégée, et sera constituée par les éléments suivants :

- Une couche en Feuille d'étanchéité à base de bitume modifié APP, de 2,5 mm d'épaisseur et armée d'une armature en voile de verre de 60 g/m², soudée en plein sur le support à joint de recouvrement longitudinal de 10 cm et de 15 cm transversal ;
- Une couche en Feuille d'étanchéité à base de bitume modifié APP, de 2,5 mm d'épaisseur, armée d'une armature en polyester de 180 g/m² et auto-protégée en surface par paillette d'ardoise, soudée en plein à joints décalés par rapport à la 1ère couche ou croisée. Les recouvrements longitudinaux sont matérialisés par la bande nue de 10 cm et à 15 cm transversaux.
- Les produits utilisés doivent bénéficier de certificat technique favorable et des agréments des assureurs.
- L'étanchéité sera posée en adhérence totale des deux membranes.
- La feuille d'étanchéité doit bénéficier un certificat NM.

Ouvrage payé au mètre carré au prix N°20

Prix n° 21 : Réfection du revêtement en mignonnette lavé.

Ce prix rémunère au m2, la mise en œuvre du béton décoratif en mignonnette lavé identique à l'existant pour des endroits dégradés des bancs et revêtement du sol, ce prix comprend le décapage de la couche détériorée des bancs et également l'ajustement et découpage des bords du revêtement du sol, selon indications du maître d'ouvrage, y compris toutes sujétions de la mise en œuvre et finition.

Ouvrage payé mètre carré..... au prix N°21

Prix n°22 : Peinture vinylique mate sur murs

Ce prix comprend la réalisation des peintures vinyliques mates sur murs, appliqué en deux couches, y compris, colmatage des fissures, réparation diverse et préparation de surface et finition pour la protection de la peinture. Y compris toutes sujétions d'exécution.

Ouvrage payé mètre carré..... au prix N°22

Prix n°23 : Peinture glycérophthalique laquée pour grillage métallique

Ce prix rémunéré au mètre linéaire les travaux de peinture glycérophthalique laquée pour la clôture métallique exécutée en deux couches, la couleur suivant le choix du maître d'ouvrage. La peinture ne doit pas être exécutée qu'après que le métal soit parfaitement décapé, dérouillé et dégraissé.

Ce prix comprend aussi les travaux de soudure et fixation des parties dégradées, et toutes sujétions de la mise en œuvre.

Ouvrage payé mètre linéaire au prix N°23

TRAVAUX DE REVETTEMENTS.

Prix N° 24 : Revêtements en pierre de Taza de 4 cm d'épaisseur.

Ce prix rémunère au mètre carré, la fourniture et pose d'un revêtement du sol sur dallage de la pierre de Taza de 4 cm d'épaisseur, de bonne qualité, les plaques seront posées à joint serré,

Avant d'entamer la fourniture, l'entreprise doit présenter des échantillons. Les plaques fournies doivent être conformes à l'échantillon accepté, aucun changement d'origine des carreaux ne doit être fait sans l'accord explicite du Maître d'ouvrage, prix comprenant aussi la forme de pose en mélange de sable et grain de riz et sable de mer, dosée à 300 kg de ciment (CPJ 45), de 5cm d'épaisseur en moyenne, à la fin de la réalisation d'une zone définie, l'entreprise doit réaliser un dépoussiérage et un nettoyage parfait de la surface revêtue.

NB : le prix comprend aussi le découpage, et les difficultés de pose et de finition autour des points singuliers (regards, clés...), et toutes sujétions de la mise en œuvre et finition.

Ouvrage payé mètre carré..... au prix N°24

Prix N° 25 : Revêtement de l'intérieur de la bâche à eau.

Ce prix rémunère au mètre carré, la fourniture et pose du revêtement mural de faïence de premier choix, sur chape réceptionnée, compris coupes, colle, joints, nettoyage, l'entreprise doit présenter des échantillons pour validation par le maître d'ouvrage et toutes sujétions de la mise en œuvre.

Ouvrage payé mètre carré..... au prix N°25

TRAVAUX D'EQUIPEMENTS.

Prix N° 26 : Fourniture et pose de corbeille métallique, habillage en bois.

Ce prix rémunère la fourniture et pose de corbeille à déchets extérieur de structure métallique galvanisé avec habillage en bois, capacité 60 L, avec seau, l'entrepreneur doit présenter un échantillon identique à la photo ci jointe à approuver par le maître d'ouvrage, et toutes sujétions de la mise en place.



Ouvrage payé à l'unité au prix N°26

Prix N° 27 : Fourniture et pose de garde-corps

Ce prix rémunère au mètre carré, la fourniture, la pose d'un garde-corps métallique en acier galvanisé exécuté conformément aux directives du maître d'ouvrage et constituée par :

- 05 Traverses horizontales en tube rond de 50*3 mm d'épaisseur,
- Traverses verticales en fer plat de 70*10 mm d'épaisseur perforé pour passage des tubes ronds.

La couleur de peinture reste au choix du maître d'ouvrage. Un échantillon sera soumis à l'agrément du maître d'ouvrage avant toute exécution.

Ouvrage payé au mètre carré au prix N°27

TRAVAUX D'ARROSAGE.

Prix N° 28 : Travaux de Fonçage avec canalisation en PHED Φ 110 mm, PN 16 bar.

Ce prix rémunère au mètre linéaire, travaux de fonçage horizontal pour raccordement réseau d'arrosage du jardin au réseaux des eaux usé traité, y compris la fourniture et pose de tubage en polyéthylène de diamètre 110 mm PN 16 bars, et toutes sujétions de raccordement.

Ouvrage payé au mètre linéaire au prix N°28

Prix N° 29 : Fourniture et pose de fourreaux de réservation Φ 75mm .

Ce prix rémunère au mètre linéaire, la fourniture et la pose de fourreaux de réservation de tube annelé en polyéthylène double paroi rigide de diamètre 75 mm pour la pose de diverses canalisations. y compris l'excavation des tranchées de profondeur minimale de 60cm, le grillage avertisseur, rebouchage et compactage de la tranchée, remblai primaire et secondaire, évacuation de déblai et toute sujétions.

Ouvrage payé mètre linéaire au prix N°29

Prix N° 30 : Fourniture et pose de canalisation en PHED Φ 63 mm, PN 16.

Ce prix rémunère la fourniture, transport et pose de tuyaux en PEHD de diamètre 63 mm PN 16 bars, y compris, coudes et raccords, Té, les essais, et toutes les sujétions d'exécution et raccordement de la canalisation au réseau.

Ouvrage payé mètre linéaire au prix N°30

Prix N° 31 : Fourniture et pose de canalisation en PHED Ø 50 mm, PN 16.

Ce prix rémunère la fourniture, transport et pose de tuyaux en PEHD de diamètre 50 mm PN 16 bars, y compris, coudes et raccords, Té, les essais, et toutes les sujétions d'exécution et raccordement de la canalisation au réseau.

Ouvrage payé mètre linéaire au prix N°31

Prix N° 32 : Fourniture et pose de canalisation en PHED Ø 40 mm, PN 16.

Ce prix rémunère la fourniture, transport et pose de tuyaux en PEHD de diamètre 40 mm PN 16 bars, y compris, coudes et raccords, Té, les essais, et toutes les sujétions d'exécution et raccordement de la canalisation au réseau et aux bouches d'arrosage.

Ouvrage payé mètre linéaire au prix N°32

Prix N° 33 : Regard de visite en béton de 60x60x80 cm avec tampon en fonte ductile.

Ce prix rémunère à l'unité la confection de regard en béton coulé dans un moule métallique, dimension intérieurs 60x60x80 cm, épaisseur 15 cm y compris, terrassements, remblaiements, béton de propreté de 10cm, avec fixation du tampon en fonte ductile, et toute sujétions.

Ouvrage payé à l'unité au prix N°33

Prix N° 34 : Vanne manuelle en laiton

Ce prix rémunère la fourniture et pose dans les règles de l'art de vannes à opercule manuel en laiton avec Poignée aluminium rouge de premier choix, y compris raccordement avec pièces spéciales et toutes sujétions de pose et mise en service.

Ouvrage payé à l'unité au prix N°34

Prix N° 35 : Clapet-vanne y compris regard rond Ø 20 cm.

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture, la pose et la mise en service d'un clapet vanne de premier choix avec regard circulaire à baïonnette de premier choix, y compris raccordement avec pièces spéciales, coudes, et toutes sujétions.

Ouvrage payé à l'unité au prix N°35

Prix N° 36 : Fourniture et pose des équipements du locale technique et bâche à eau.

Ce prix rémunère à l'ensemble les équipements du locale technique et bâche à eau, ce prix comprend la fourniture et pose d'une pompe de premier choix de puissance de 3.6 kw avec tableau et pièces de protection et commande de premier choix ;

- 1 relais de phase.
- 2 relais de niveaux
- 1 relais thermique
- 1 contacteur de ligne
- 1 disjoncteur
- 1 interrupteur 3 position (manuelle, automatique, arrêt)

Ce prix comprend aussi la fourniture et pose de ballon de pression de 500 L avec socle en béton,

- un pressostat de contrôle de 0 à 16 bars.

-un manomètre de contrôle de pression de 0 à 16 bars.

La liste de ce prix comprend l'ensemble des pièces et accessoire nécessaire au bon fonctionnement des équipements et toutes sujétions de mise en service.

Ouvrage paye à l'ensemble au prix N°36

TRAVAUX DE PLANTATIONS.

Prix N° 37 : Travaux de préparation du sol.

Ce prix rémunère au mètre carré, le nettoyage et l'évacuation de la terre impropre à la plantation, et l'évacuation vers la décharge publique, ainsi le décompactage du fond de forme sur une profondeur moyenne de 0.20 cm avant la pose de la terre végétale afin d'assurer une bonne liaison entre les couches de terre végétales et supprimer l'aspect lissé et compacté du fond de forme ou des fosses de plantation. Le décompactage sera réalisé manuellement avec pioche ou avec les moyens appropriés, pour toute la surface à planter, il est également compris l'ameublissement, l'épierrage, l'émiettement des mottes, l'enlèvement de tous débris des végétaux racines des mauvaises herbes et matériaux Impropres au développement du système racinaire de la végétation, y compris toutes autres sujétions.

Ouvrage paye au mètre carré au prix N°37

Prix N° 38 : Mise en place de la terre végétale

Ce prix comprend la fourniture et mise en œuvre de la terre végétale, suivant les indications du maître d'ouvrage sur l'ensemble des espaces à planter y compris le dressage final avant la plantation. Avant toute mise en œuvre, la terre végétale fournie par l'entreprise peut être soumise au contrôle du Maître d'ouvrage et sa qualité confirmée par une analyse physicochimique au frais de l'entrepreneur. Tout redressement ou amendement apporté pour rendre la terre conforme aux prescriptions techniques, sont compris dans le présent prix. Travaux exécutés dans les règles de l'art y/c toutes sujétions de nivelage et réglage du terrain. La terre végétale doit être friable, propre et libre de toutes impuretés, pierres et de corps étrangers. La terre de référence est une terre franche de texture limono sableuse et perméable.

Ouvrage payé au mètre cube..... au prix N°38

Prix N° 39 : Travaux de plantation des arbustes.

Ce prix rémunère à l'unité les travaux de plantation des arbustes livrés par la pépinière de la commune, ces travaux comprennent l'ouverture des trous de plantation, plantation et travaux d'entretien (arrosage, binage, taille, traitement ...) durant la période d'exécution des travaux et pendant le délai de garantie. Les sujets livrés doivent être surveillés et recevoir un entretien particulier pour assurer leur reprise. aucune défaillance de l'entreprise n'est acceptée à ce sujet.

Ouvrage paye à l'unité au prix N°39

Prix N° 40 : Incorporation des amendements type biofertil.

Ce prix rémunère à la tonne la fourniture et l'épandage d'engrais organique type biofertil, appliqué dans la couche superficielle sur toutes les zones engazonnées et incorporé dans les trous de plantations.

Ouvrage payé au tonne..... au prix N°40

Prix N°41 : Fourniture et plantation de gazon en boutures genre Penissetum clandestinum

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture et pose de gazon type PENNISETUM CLANDESTINUM, à raison de 80/90 b par m2. Bouture fraîches, vertes, posée selon les règles de l'art et toutes les sujétions de plantation et d'arrosage.

Ouvrage payé au mètre carré..... au prix N°41

TRAVAUX D'ECLAIRAGE

Prix N°42 : Ouverture de la tranchée d'une largeur de 0.40m et 0.80m de profondeur

Ce prix rémunère au mètre linéaire l'ouverture et remblaiement de tranchées de largeur 0.40m (la largeur s'entend mesurée en fond de fouille) et de profondeur 0.80 m en tous terrains, y compris la remise en état initial par les matériaux identiques à l'existant. Il comprend le lit de sable de 10 cm d'épaisseur minimum, terre criblée de 20 cm d'épaisseur minimum compactée par couche de 10cm, grillage avertisseur de couleur rouge de 30 cm de largeur et de maille 40x40 mm et l'évacuation en décharge publique des déblais non réutilisés et des matériaux excédentaires ainsi la remise en état des lieux à l'identique.

Ouvrage payé au mètre linéaire au prix N°42

Prix N°43 : Fourniture et pose de fourreau aiguillé flexible D75

Ce prix rémunère au mètre linéaire la fourniture et pose sous trottoir de fourreau aiguillé D75 (Tube flexible de couleur rouge avec tire-fil incorporé, à double paroi et annelé pour câble EP y compris toutes sujétions de raccords).

Ouvrage payé au mètre linéaire au prix N°43

Prix N°44 : Construction de massif pour candélabre décoratif

Ce prix rémunère à l'unité la construction de massif en béton de 0,8x0,8x1m dosé à 300Kg/m3 pour candélabre. Après la pose et l'alignement, les tiges d'ancrage seront couvertes par des plots de type kaptige M18 pré dosé en graisse. Le prix comprend :

- Les terrassements en terrain de toute nature y compris le rocher et à toute profondeur.
- Evacuation des déblais excédentaires au lieu indiqué par le maître d'ouvrage.
- Toutes sujétions.

Ouvrage payé à l'unité au prix N°44

Prix N°45 : Fourniture et pose de câble U1000 RVFV TETRAPOLAIRE 4X16mm²

Ce prix rémunère au mètre linéaire la fourniture et pose de câble U1000 RVFV tetrapolaire de 4x16mm².

Le prix comprend :

- La fourniture, le transport et la pose de câble U1000 RVFV tetrapolaire de 4x16mm² et toutes sujétions.

Ouvrage payé au mètre linéaire au prix N°45

Prix N°46 : Fourniture et pose de câble U1000 RVFV TETRAPOLAIRE 4X10mm²

Ce prix rémunère au mètre linéaire la fourniture et pose de câble U1000 RVFV tetrapolaire de 4x10mm².

Le prix comprend :

- La fourniture, le transport et la pose de câble U1000 RVFV tetrapolaire de 4x10mm² et toutes sujétions.

Ouvrage payé au mètre linéaire au prix N°46

Prix N°47 : Fourniture et pose de câble de terre en cuivre nu de 22mm²

Rémunéré au mètre linéaire, la fourniture et pose de câbles de terre en cuivre nu de 22mm², aux normes et règlements en vigueur.

Le prix comprend :

- La fourniture, le transport et la pose de câble de terre en cuivre nu de 22mm², et toutes sujétions.

Ouvrage payé au mètre linéaire au prix N°47

Prix N°48 : Fourniture et pose de boîtier de raccordement pour câble 4x16 mm²

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de boîtier de raccordement pour câble 4x16 mm². Il doit être étanche de classe II IP45.

Le prix comprend :

La fourniture, le transport et la pose de boîtier de raccordement de pied de candélabre et toutes sujétions

Ouvrage payé à l'unité au prix N°48

Prix N°49 : Fourniture et pose de boîtier de raccordement pour câble 4x10 mm²

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de boîtier de raccordement pour câble 4x10 mm². Il doit être étanche de classe II IP45.

Le prix comprend :

La fourniture, le transport et la pose de boîtier de raccordement de pied de candélabre et toutes sujétions

Ouvrage payé à l'unité au prix N°49

Prix N°50 : Fourniture et pose d'une lanterne traditionnelle à six faces en source à LED

Ce prix rémunère à l'unité, la fourniture et la pose de luminaire style traditionnel en aluminium avec six faces à LED de marque réputée avec équipements et câble d'origine, y compris piquetage avec pièce adéquates et toutes sujétions de bon fonctionnement.

Le luminaire devra satisfaire aux exigences techniques suivantes :

Lanterne décorative en aluminium de 845mm de hauteur environ et 475mm de diamètre environ, de style traditionnel, à base hexagonales, à source d'éclairage LED ;

Nombre de LED : 28 LED de haute performance ;

Efficacité lumineuse : supérieur ou égale à 120 lm/W à 25°C ;

Température couleur : Blanc chaud 3000K ;

Durée de vie des LED minimale : 100 000 heures ;

Aucune pollution lumineuse : ULOR 0% (certificat fabricant à fournir) ;

Conforme aux exigences de la norme EN 60598/ EN 55015 ;

Structure : Aluminium EN AC44100 contenu de cuivre < 0,1% ;

Les luminaires mécano-soudés ne sont pas acceptés ;

Peinture couleur au choix de la Maîtrise d'Ouvrage ;

Coupole circulaire : Aluminium EN AA 1050 contenu de cuivre < 0,1% ;

Décoration : ornements en fonderie d'aluminium continu sur tout le diamètre du luminaire comprenant 6 étoiles. Pour cet ornement, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des réajustements sur les motifs décoratifs illustrés au niveau des figures ci-après. L'entrepreneur se conformera aux directives du maître d'ouvrage sans plus-value aucune ;

Protection : Traitement par Thermolaquage avec traitement bord de mer, avec poudre de Peinture époxy et polyuréthane bi-composant d'une épaisseur de 80 microns pour une excellente résistance à la corrosion et des propriétés d'isolation électrique ;

Classe électrique : II ;

Étanchéité bloc optique : IP66 ;

Indice de protection minimum des chocs : IK08 ;

Forme bloc optique : prisme à bases hexagonales ;

Lentilles individuelles PMMA avec réflecteur thermorésistant et traitement aluminisé au vide de haute réflexion ;

Radiateur : intégré ;

Visserie en acier inoxydable ;

Mode de fixation : suspendue ou porté ;

Couleur : au choix du Maître d'Ouvrage ;

Dimensions du luminaire : (à titre indicatif)

Hauteur : 845 mm ;

Largeur : 475 mm ;

La vasque En PMMA injecté transparent en un mono bloc est placée à l'intérieur de la structure ;

L'ouverture, la fermeture et le remplacement des équipements doivent être effectués avec un simple crochet sans nécessiter l'utilisation d'aucun outillage ;

Le luminaire devra être livré sur site pré câblé avec la longueur adéquate à sa hauteur d'installation.

Normes du luminaire : UNE-EN 60598 et UNE-EN 50102 Certifications CE. Les luminaires demandés doivent répartir la lumière de façon homogène dans les zones à éclairer et assurer la protection contre l'éblouissement.

Puissance et flux lumineux des Luminaires :

Pour le luminaire qui sera placé à 4 m de hauteur environ, il doit contenir 16 unités minimum de LED de haute puissance pour une puissance allant jusqu'à 70 W avec un flux lumineux allant jusqu'à 9000 lumens ;

Température de couleur, blanc chaud 3000K ;

Poids : 12 kg Maximum.

Le luminaire doit obligatoirement respecter les normes et standards suivants :

Norme	Intitulé
NF EN 60598-1	Luminaires - Partie 1 : exigences générales et essais .
NF EN 60598-2- 3	Luminaires - Partie 2-3 : règles particulières - Luminaires d'éclairage public.
NF EN 62031	Modules de LED pour éclairage général - Spécifications de sécurité.
NF EN 55015	Limites et méthodes de mesure des perturbations radioélectriques produites par les appareils électriques d'éclairage et les appareils analogues.
EN 61547	Équipements pour l'éclairage à usage général - Exigences concernant l'immunité CEM.
EN 61000-3-2	CEM : limites pour les courants harmoniques (≤ 16 A par phase).
EN 61000-3-3	CEM : valeurs limites pour les variations de tension et les flickers dans des réseaux à basse tension (≤ 16 A par phase).
NF EN 61347-2-13	Appareillages de lampes - Partie 2-13 : exigences particulières pour les appareillages électroniques alimentés en courant continu ou alternatif pour les modules de LED.
EN 62471	Sécurité photo biologique de lampes et de systèmes de lampes.

Il doit également présenter les caractéristiques techniques minimales suivantes à savoir :

Caractéristiques du luminaire et du système optique	
Traitement de la surface	Thermo laquage avec traitement bord de mer. (couleur : au choix).
Durée de vie du luminaire (entier)	100000h L90B10 à 25°C. 60000h L90TM21 à 55°C.
Disposition de gestion thermique	Aucun organe actif ne doit être installé ni à l'intérieur ni à l'extérieur du luminaire et les luminaires fournis doivent être équipés de modules (les lampes ne seront pas acceptées) LED SMD (les lampes ne seront pas acceptées ni les autres types de LED : DIP, COB, etc.).
Résistance aux UV	Tous les matériaux utilisés dans la fabrication du luminaire doivent être résistants aux U.V.
Facteur de puissance	0.95.
Protection lors des interventions (dans le cas où le compartiment des équipements électriques serait facilement accessible	Le luminaire doit être conçu de telle façon à ce que le courant soit interrompu dès son ouverture.
Photométrie	Le luminaire doit s'étaler sur toute une gamme couvrant plusieurs courbes photométriques (voie large, voie étroite, passage piéton, etc.).

Nuisances lumineuses	Aucune émission au-dessus de l'horizontale
-----------------------------	--

Le module LED devra avoir les caractéristiques minimales suivantes :

Caractéristiques du module LED équipé de LED de Premier choix	
Température de couleur (°K)	3000
Indice de rendu des couleurs (%)	70
Courant maximal LED (+ -5%) (mA)	700
Mac Adam initial max	5
Type de LED	Module LED 5050

Le driver devra avoir les caractéristiques minimales suivantes :

Caractéristiques du driver	
Température maximale de fonctionnement (°C)	55
Protection	Double isolation (in/out)
Tension d'entrée nominale (V)	220 à 240
Limites de tension de fonctionnement (V)	180 à 260
Fréquence (Hz)	50
THD maximal	10%
Caractéristiques du driver (suite)	
Facteur de puissance minimal en pleine charge (à 230V)	0.92
Efficacité minimale (en pleine charge)	88% pour les modèles ≤60 W et 91% pour les modèles >60 W
Protection intrinsèque de driver contre les surintensités	6Kv
Durée de vie à Tcase 75 °C (h)	100000
Plage de variation du flux (%)	30 à 100
Fonctions spéciales	CLO (constant light output), Dimming (scenarios de réduction de puissance programmables), le protocole DALI ou bien 1-10 doit permettre de communiquer les données de mesures énergétiques.
Labels	ENEC

Le luminaire sera protégé contre les surtensions par un dispositif de protection qui aura les caractéristiques minimales suivantes :

Caractéristiques du dispositif de protection (pour luminaire CLII)	
Mode de protection	Mode commun et différentiel
Calibre (Kv)	10/10

Le luminaire devra également répondre aux exigences suivantes :

Autres caractéristiques	
Labels	CE ou certification d'auprès laboratoire indépendant
Câble	R2V 5x1.5/4x1.5 pré câblé à l'usine (alimentation + DALI) de longueur adéquate
Garantie sur le produit en entier	5 ans
Le fabricant du luminaire doit être certifié	ISO9001, ISO14001, ISO 45001

Le soumissionnaire doit présenter avec son offre les pièces suivantes :

Fiche technique

Certificat Enec du luminaire

Rapports IK et IP

Rapport LM78-19

Ouvrage payé à l'unité au prix N°50

Prix N°51 : Fourniture et pose de candélabre décoratif en fonte d'aluminium de 4m de Hauteur

Fourniture et pose d'un candélabre décoratif en fonte d'aluminium d'une hauteur totale 4m muni d'une borne décorative en fonte d'aluminium livré sous emballage de protection. Toutes les parties en fonte d'aluminium seront de type EN-AC 43400 ou son équivalent Etial 171, et d'une catégorie du matériau Al Si 10Mg.

Toutes les pièces en fonderie d'aluminium et en acier galvanisé doivent être thermolaquées selon les normes en vigueur.

L'entreprise doit assurer la fixation, l'adaptation parfaite et le bon dimensionnement des accessoires en fonte d'aluminium par emboîtement male/femelle et leur compatibilité avec les différentes sections du fût en acier.

Ce prix comprend la fourniture, fixation, confection et pose des éléments suivants :

Une borne décorative en fonte d'aluminium de 1200 mm de hauteur, d'un diamètre minimal de 600 mm à sa base, un diamètre intermédiaire de 250mm environ à son sa partie supérieure

La borne sera rehaussée avec 4 éléments décoratifs en fonte d'aluminium dont la hauteur globale est de 950mm à 1000mm et dont l'esthétique est illustré ci- après donnant une hauteur totale de la partie inférieure (borne et ornements) de 2200mm environ

Deux pièces décoratives en fonte d'aluminium faisant la jonction esthétique entre les différentes sections du candélabre

Un ornement décoratif en fonte d'aluminium fixé sur le sommet du mât de 350mm de hauteur environ

Un mât cylindrique restreint à sections de diamètres dégressifs en acier S235 galvanisé à chaud et peinture thermolaquée ayant les caractéristiques suivantes :

La hauteur totale doit correspondre à la hauteur du candélabre soit 4m de la platine jusqu'au point haut de la pièce décorative en fonte à fixer sur le sommet ;

Composé en principe de 2 différentes sections soudées les unes aux autres à leurs points de jonction adaptées à l'ensemble des pièces du candélabre :

Section 1 : hauteur 1100mm, diamètre 140mm, épaisseur 4mm ;

Section 2 : hauteur 3000mm, diamètre 114mm, épaisseur 4mm ;

Le soumissionnaire doit présenter avec son offre un plan détaillé du candélabre complet y compris la borne en fonte, ornements et crosses.

Ouvrage payé à l'unité au prix N°51

ARTICLE 43 : BORDEREAUX DES PRIX –DETAIL ESTIMATIF

APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX
MARCHE N° 03/CS/2025

OBJET : TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES ESPACES VERTS
« JARDIN FIRDAOUS »

Marché Passé par appel d'offres ouvert **NATIONAL** sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

POUR UN MONTANT DE :

MONTANT TTC EST DE (EN CHIFFRES ET EN LETTRES) :

PRESENTE PAR :

Lotfi YAFAA
Chef de Service
des Espaces Verts

Khalil KHABLA
Chef de Division des Travaux
et d'Aménagement Urbain

A SALE, LE :

LE PRESIDENT DE LA COMMUNE
DE SALE :


Omar SENTISSI
Président de
la Commune de Salé

LU ET ACCEPTE PAR :
(L'entrepreneur)

A SALE, LE . **18/04/2025**

A SALE LE :

WISE PAR

APPROUVE PAR :

A SALE, LE :

A SALE, LE :